Culture historique : “Réformer dans la continuité”

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Géopolitique,Souveraineté
29 mars 2026



Conférence prononcée par le général d’armée aérienne François Mermet, ancien DGSE et président d’honneur de l’AASSDN.

« L’Histoire, c’est ce qui reste quand on a tout oublié de la petitesse partisane »
(Histoire de France Valéry Giscard d’Estaing 1981)

Dans le domaine de la défense, le septennat de Valéry Giscard d’Estaing aura été conforme à l’un de ses engagements de campagne électorale : « Réformer dans la continuité »

Indéniablement, le Président a hissé l’armée à un niveau de crédibilité attesté par des opérations extérieures audacieuses et par la modernisation de nos capacités de dissuasion.

Je m’attacherai dans un premier temps à rappeler le contexte et l’état de nos armées à cette époque puis je relaterai quelques opérations dont j’ai été le témoin avant de conclure par l’évocation du spectaculaire renforcement de nos capacités stratégiques conventionnelles et nucléaires.

De Gaulle était saint-cyrien, Giscard d’Estaing polytechnicien.

Tous deux diplômés de prestigieuses écoles militaires étaient des anciens combattants. VGE – on l’a oublié – s’était engagé volontaire dans la 1ère Armée. Il avait participé glorieusement aux campagnes de France et d’Allemagne. Il avait reçu la Croix de guerre.

Il faut mettre en avant cette singularité qui le distingue de la plupart des autres présidents de la Vème République.

Il m’a été rapporté que l’un de ses successeurs à l’Élysée – dont je tairais le nom – confondait les galons d’un adjudant-chef avec ceux d’un capitaine de vaisseau.

Rappelons que l'occupant de l'Élysée est d'abord, – j'allais dire avant tout – le chef des armées.

De ce point de vue, VGE fut incontestablement un très grand chef militaire dans la lignée de son illustre prédécesseur, le Général de Gaulle.

CONTEXTE A SON ARRIVEE

Lorsqu'il accède à l'Élysée en 1974, VGE est présenté par la presse comme le grand argentier de la France. Il est en effet l'un des artisans majeurs de son redressement et de sa prospérité car il a été successivement pendant douze ans secrétaire d'état puis ministre de l'Économie et des finances du Général de Gaulle. Il va d'ailleurs améliorer la bonne santé des français dont le pouvoir d'achat va augmenter de 7 à 10% durant son septennat, en dépit de la plus grave crise économique qu'ait connu le monde depuis cinquante ans ! Ça laisse rêveur !

Mais si en 1974 la France se porte bien, son armée va mal.

C'est une armée ternie, délaissée, ignorée, j'oserais dire méprisée par une partie de la population. La France n'est pas tout à fait remise de ses guerres d'Indochine et d'Algérie. Elle est encore ébranlée par le séisme sociétal de 1968…Hors cérémonies commémoratives, les officiers ne circulent plus dans la rue en uniforme. Plus grave : les soldats s'agitent dans les casernes.

Au lendemain de son élection, VGE va être confronté à une crise antimilitariste d'une ampleur inédite.

Déjà, quelques jours avant le second tour des élections présidentielles de mai 1974 une centaine d'appelés du contingent soutenus par les syndicats et des partis de gauche avaient publié une pétition.

Ce texte, abondamment diffusé par la presse sous le nom « Appel des 100 » formulait un ensemble de revendications matérielles et politiques : solde égale au SMIC, gratuité dans les transports, liberté syndicale, abolition des tribunaux militaires…

Au fil des semaines, le mouvement prend de l'ampleur dans de nombreuses casernes y compris au sein de nos forces stationnées en Allemagne. C'est du jamais vu ! On assiste même à des manifestations dans les rues de Draguignan et de Karlsruhe.

Bref, l'armée menaçait de faire sa révolution soixante-huitarde.

Voici rapportée par le Président dans son livre le Pouvoir et la Vie, la confidence que lui fit, embarrassé, Helmut Schmidt « *Valery, j'ai été ministre de la défense, j'ai connu la situation de vos forces en Allemagne Vos soldats sont de bons soldats. Leur situation matérielle n'est pas digne. Elle est même choquante pour la population allemande qui les entoure. Leurs casernements sont mal entretenus. Il est visible qu'ils n'ont pas d'argent. Ils utilisent de vieux matériels, hors d'usage.* »

REPONSES IMMEDIATES A LA CRISE

Face à cette contestation véhémente au cœur même de l'institution militaire, le Président

appliquera la double stratégie de la concession et de la fermeté.

Le 31 janvier 1975 il nomme secrétaire d'État à la Défense le général Marcel Bigeard dont le charisme et l'aura auprès de ses officiers en Indochine et en Algérie sont connus.

Aussitôt, il fait le tour des casernes et procède à de profonds changements d'affectation assurant la promotion d'officiers au passé prestigieux.

Dans le même temps et grâce à l'obtention d'une enveloppe budgétaire supplémentaire, il accorde une augmentation de la solde, la gratuité dans les transports et ordonne une série de mesures destinées à désamorcer la colère des appelés par l'amélioration de leurs conditions de vie quotidienne.

Très tôt, le Président avait non seulement évalué les dangers de cette révolte, mais il en avait aussi compris les causes, notamment celle de la sclérose de l'institution. Giscard, l'ancien Brigadier, combattant engagé volontaire de la Libération avait très vite constaté que le mode d'encadrement des appelés n'avait pas évolué depuis 1945 !

À cette compréhension des revendications traduite par des concessions, le Président va parallèlement ordonner des mesures de fermeté pour endiguer la dissidence.

Il réactive laCour de sûreté de l'État (27 novembre 1975) pour juger les soldats et les militants soupçonnés de « démoraliser l'armée ».

Il y aura des arrestations, des procès comme celui Draguignan en 1975 et l'inculpation de 53 militants en 1976.

L'affaire des comités de soldats est révélatrice de la méthode deValéry Giscard d'Estaing : modernité, fermeté, pragmatisme, compétence.

LA MODERNISATION DE NOS ARMEES

Dès son entrée à l'Élysée il a sélectionné de grands généraux : Mery comme chef d'état-major des armées, Vanbremeersh à son état-major particulier, Saint-Cricq à l'armée de l'air et surtout Lagarde au commandement de l'armée de terre où est affectée la grande majorité du contingent parmi lesquels les trublions.

Ces généraux conduiront des réformes en profondeur qui rétabliront le lien de confiance entre l'armée et les appelés grâce à un nouveau style de commandement fondé sur l'initiative et la discipline librement consentie.

Par ailleurs les équipements de l'armée de terre sont modernisés. Un nouveau fusil le FAMAS, un nouveau blindé l'AMX10 RC, un nouvel obusier automoteur l'AUF1…

Le Président de la République va sur le terrain à la rencontre des militaires. J'en ai été témoin.

Ainsi, lors d'une visite le 30 octobre 1975, sur la base aérienne d'Orange dont j'avais alors le commandement, je lui expliquais que la dotation en carburant étant exprimée en valeur monétaire et non en besoins, elle était devenue insuffisante suite au choc pétrolier pour assurer pleinement l'entraînement des pilotes, mais aussi le roulement des véhicules et le

chauffage de la base, que mon prédécesseur avait dû mettre en sommeil en décembre, sauf l'alerte Mirage IV et la police du ciel !

Comprenant immédiatement l'enjeu pour notre défense, le président ordonnait aussitôt (quoi qu'il en coûte) un programme annuel minimum de 180 heures de vol pour les pilotes de chasse, 320 pour les pilotes de transport et 200 pour les hélicoptères, 100 jours de mer pour les marins, 100 jours de camp pour l'armée de terre.

Ces directives demeurent aujourd'hui encore, inscrites dans le marbre de toutes les lois de programmation militaire !

Mais l'action de VGE ne se limite pas alors à remettre de l'ordre dans les casernes et moderniser l'équipement des soldats. Il poursuit aussi avec détermination la politique de dissuasion nucléaire du général de Gaulle.

DEVELOPPEMENT DE LA DISSUASION NUCLEAIRE

N'en déplaise à certains de ses détracteurs qui clabaudaient sur « un président qui n'aimait pas la bombe ! », VGE s'est rapidement saisi du fait nucléaire.

Il déclare en juin 1976 à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale: « *La nature de l'arme nucléaire est de creuser un écart entre les espérances de gain de l'agresseur et le risque des pertes que son agression lui fera subir. Cet écart fonde la dissuasion…il ne peut y avoir d'impasse ni de « tout ou rien »* (IHEDN en juin 1976)

Ces propos marquent la volonté de la France de peser en tant que troisième puissance nucléaire mondiale après les Etats-Unis et l'URSS. Le Président engage dans ce domaine une réflexion doctrinale et entreprend un effort de modernisation spectaculaire qui se traduit par des mesures concrètes.

Création d'un PC sous terrain à l'Élysée

La console Jupiter était une liaison vidéo protégée entre l'Élysée et le poste de commandement des Forces nucléaires à Taverny. Ce dispositif qui transmettait après authentification, l'ordre d'engagement nucléaire se trouvait alors dans un placard du bureau du Secrétaire général. Le test hebdomadaire avait lieu la plupart du temps en l'absence de ce dernier à l'heure du déjeuner !

La Président décida d'aménager dans un abri de défense passive du sous-sol de l'Élysée une salle des cartes pour suivre en temps réel les crises, organiser discrètement les réunions, tenir des traditionnels conseils de défense et héberger la console Jupiter.

Modernisation et renforcement des capacités nucléaires

Premier Président à effectuer une plongée dans un sous-marin nucléaire lanceur d'engins : « le Terrible ». À cette occasion il confirmera la décision de lancement d'un sixième SNLE « l'Inflexible » équipé du nouveau missile M4 à têtes multiples.

Il fait procéder à un tir opérationnel d'une arme nucléaire tactique depuis un avion Jaguar au

large de l'atoll de Mururoa.

Toutefois, soucieux de l'environnement, le président annonce en juin 1974 le remplacement des essais aériens par des expérimentations souterraines en Polynésie.

La même année, une série d'autres mesures de dissuasion sont prises dont je ne citerai que quelques exemples : modernisation du système sol-sol balistique terrestre sur le Plateau d'Albion, lancement du missile nucléaire Air-Sol Moyenne Portée sur les Mirage IV puis les Mirage 2000 et les Super-Etendard.

Pour la première fois, des Pluton accompagnent la parade du 14 juillet 1975 qui pour la circonstance défile avenue de Vincennes.

Enfin, à l'imitation du système américain TACAMO destiné à garantir la transmission de l'ordre de riposte nucléaire, il lance l'étude du système ASTARTÉ permettant de joindre les forces stratégiques françaises y compris les SNLE en plongée même après une première frappe dite de décapitation. Quatre exemplaires des nouveaux Transall sont modifiés à cet effet.

Enfin pour convaincre davantage de la capacité de l'armée française à se défendre face à l'Union Soviétique il est procédé à une

Manœuvre nucléaire en vraie grandeur (1980)

Il existait déjà de nombreux exercices périodiques, mais aucun n'avait jusqu'alors eu lieu pour tester la flexibilité et les limites de la « gesticulation » nucléaire et pour éclairer le débat concernant une sanctuarisation élargie.

Cette diplomatie de la dissuasion nucléaire ne détourne pas le Président de sa mission de protecteur de l'Afrique. Il y ordonnera trois interventions militaires audacieuses.

LES INTERVENTIONS EN AFRIQUE

1977 : Sahara occidental (opération Lamantin)

Après l'évacuation du Sahara occidental par l'Espagne et son occupation par le Maroc au nord et par la Mauritanie au sud, le Polisario, soutenu par l'Algérie, revendique ce territoire.

Il s'attaque au train mauritanien, son poumon économique, qui transporte sur plus de 700 km le minerai de fer de Zouérate jusqu'au port de Nouadhibou.

En mai 1977 à Zouerate, deux Français sont tués et six sont enlevés par le Polisario qui refuse de les libérer. En octobre, après le rapt de deux nouveaux civils français et de 18 Mauritaniens, le Président de la République décide d'intervenir.

Le général Michel Forget, commandant en second la Force Aérienne Tactique et la 1ère Région Aérienne, se voit confier la mission d'organiser, à partir de Dakar, un dispositif aérien spectaculaire : une dizaine de Jaguar d'attaque, deux avions 2 C135F pour le ravitaillement en vol, 5 Breguet Atlantic pour la reconnaissance et le suivi des colonnes du Polisario et quelques Transall dont un faisant office de PC volant. Soit une vingtaine d'appareils au total.

C’est le plus important dispositif de projection de nos forces aériennes depuis la fin de la guerre d’Algérie !

Le président fixe un cadre d’engagement très strict et se réserve de donner lui-même l’autorisation d’ouverture du feu, ce qui, compte tenu de la faiblesse de nos moyens de communications de l’époque, se révélera acrobatique !

En décembre 1977, trois raids à plus de 1 200 kilomètres de Dakar avec les Jaguars, dont c’était le baptême du feu, détruisent les colonnes du Polisario. Le ministre sahraoui de la Défense confirme alors la libération des otages.

Puis, après deux nouvelles attaques en mai 78 où ses colonnes subissent le même traitement, il accepte un cessez-le-feu avec la Mauritanie. Le succès de nos armées est total.

Par ailleurs, l’appui aérien apportée au Maroc contre le Polisario par les livraisons d’armements terrestres AMX10 RC et aériens Mirage F1 se traduiront par une relation durable de grande confiance entre le roi du Maroc Hassan II et le Président Giscard d’Estaing.

1978 : Tchad (opération Tacaud)

La guerre civile dure depuis 15 ans !

L’armée gouvernementale s’est effondrée face à l’invasion des rebelles du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) soutenus par la Libye qui a annexé la bande d’Aouzou depuis 1973. Faya-Largeau constitue le dernier rempart de la capitale N’Djamena où des combats ont déjà éclaté.

Le général Malloum qui avait demandé en octobre 1975 le retrait des forces françaises crie au secours, appuyé par les chefs d’Etat de l’Afrique de l’Ouest. Notre état-major est réticent et demande une réunion d’urgence à laquelle assiste le ministre de la défense pour envisager une évacuation. Un général inconnu du Président présente une situation alarmante qu’il noircit à l’évidence et s’attire cette remarque cinglante : « *Général, pouvez-vous m’expliquer comment ces Toubous, dont on me disait récemment qu’ils faisaient la guerre pieds nus, se sont transformer en quelques mois en une Afrika Korps ?* ».

Pour le Président il est en effet hors de question de fuir devant les Libyens et les Toubous et il ordonne la frappe de la colonne libyenne par les Jaguar et le déploiement des marsouins de la 9ème Brigade d’infanterie de Marine et de la 11ème Division parachutiste notamment pour protéger nos ressortissants dans la capitale.

La situation est rétablie dans tout le pays au cours de violents combats ; dix-huit de nos militaires perdront la vie et deux avions seront abattus par des missiles sol/air soviétiques.

Il sera alors décidé une plus grande professionnalisation de nos armées.

Après avoir quitté à nouveau le Tchad en mai 1980, le général Méry, chef d’état-major des armées relativisera notre évacuation *: ça s’est finalement bien passé et j’espère que nous n’y retournerons pas de sitôt ! …*

Pourtant, quelques années plus tard, accédant à l'appel d'Hissène Habré devenu président du Tchad, le président Mitterrand fera revenir les parachutistes français !

1978 : Zaïre, Kolwezi (opération Bonite)

De permanence à l'Élysée en ce dimanche de Pentecôte du 14 mai 1978, je reçois un appel de notre ambassadeur à Kinshasa M. Ross et de l'attaché de défense le colonel Gras. Ils me demandent d'informer le Président qu'à Kolwezi 3 000 Européens sont sur le point d'être pris en otages et massacrés par des rebelles venus d'Angola.

Ils suggèrent d'envoyer le plus rapidement possible deux compagnies parachutistes.

Le Président est à Authon, le général Méry, chef d'état-major des armées n'est pas à Paris, le général Vanbremersch, chef d'état-major particulier dont je suis l'adjoint est également éloigné de la capitale.

C'est le général Michel Delaval, aviateur et major général des armées qui lance la mobilisation. Le 2ème régiment étranger parachutiste en Corse rappelle ses permissionnaires, les cinq DC 8 de l'armée de l'air sont mis en alerte. Par la suite, les américains mettront à notre disposition des avions gros porteurs C141 et C5A pour le transport d'équipements lourds et volumineux.

Le président du Zaïre M. Mobutu appelle directement le Président pour lui demander une aide militaire d'urgence.

À Paris et à Bruxelles nos diplomates ne sont pas favorables à une intervention non conjointe avec la Belgique. Il faut dire que l'ancienne puissance coloniale compte alors 40.000 ressortissants au Zaïre !

Pourtant, l'année précédente, une tentative d'invasion de cette province du Shaba avait été mise en échec grâce à l'intervention des soldats marocains transportés par des Transall français.

Cette nouvelle attaque de plus grande ampleur sur la région de Kolwezi a été lancée par des rebelles katangais, réfugiés en Angola et encadrés par des officiers cubains. Elle est dirigée par un colonel de la RDA (Allemagne de l'est), avec le soutien de l'URSS.

Nos préparatifs se heurtent à une violente opposition du ministre belge des affaires étrangères. Ses collègues socialistes au Parlement font appel à leurs camarades français pour faire pression sur l'Élysée.

Sans en tenir compte, le mercredi 17 mai, le Président réclame un plan d'intervention et le lendemain dans la salle souterraine de l'Elysée, le général Méry présente le seul scénario envisageable compte tenu de l'éloignement et des délais.

Il s'agit d'une opération aéroportée avec largage de parachutistes. Les risques sont grands car les commandos se retrouveront seuls sur le terrain, sans appui aérien et sans aucune possibilité de recevoir des renforts ni d'être récupérés.

Dans le même temps, nos moyens nucléaires sont placés en alerte renforcée et un message de

fermeté est passé aux Soviétiques pour les informer que l'époque de Suez et de l'intimidation est révolue.

L'avertissement est semble-il bien reçu car – par pure coïncidence sans doute – lors de la séance des questions au gouvernement, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale s'abstient d'intervenir, laissant aux socialistes le soin de fustiger M. Bourges, ministre de la Défense.

Ignorant les embrouillaminis franco-belges, les controverses diplomatiques, politiques et même militaires, le Président Giscard d'Estaing – qui reçoit en visite d'Etat le président Léopold Senghor – est informé du début des massacres et décide de faire sauter les légionnaires du 2ème REP sur Kolwezi.

Nos troupes, après une escale à Kinshasa, embarquent immédiatement et en surnombre dans un dispositif aérien réduit à 4 C130 Hercules zaïrois et un Transall français leader.

Par surprise, avec un jour d'avance sur l'atterrissage annoncé des forces belges sur l'aéroport, nos 500 parachutistes sautent directement sur la ville à très basse altitude le vendredi 19 mai à 15h30.

Une deuxième vague de 250 légionnaires sautera le lendemain.

Cette opération extrêmement audacieuse conduite à 7.000 km de Paris, est remarquablement exécutée. Cinq légionnaires seront tués et vingt seront blessés mais Kolwezi est libérée.

Lamentin, Tacaud et Bonite furent des opérations audacieuses foudroyantes qui permirent le sauvetage de civils français et étrangers au Zaïre et en Mauritanie et le rétablissement de la souveraineté de ces deux pays.

La crédibilité de la France dans le monde, celle de l'autorité présidentielle et la démonstration de l'efficacité de nos armées s'en trouvèrent internationalement confortées.

ENSEIGNEMENTS ET MODERNISATION

Les retours d'expérience de ces trois opérations révélèrent toutefois nos insuffisances dans le transport aérien, dans nos moyens de communications à longue distance et dans le renseignement.

C'est pourquoi le président décida de relancer la chaîne de l'avion de transport Transall en 1977 avec 31 appareils de Nouvelle Génération dotés d'une avionique modernisée, de deux réservoirs supplémentaires et de la double capacité d'être ravitailleur et ravitaillé.

Le premier vol eut lieu en avril 1981, un mois avant la fin du septennat, et la livraison à l'armée de l'Air l'année suivante.

Quatre exemplaires de cette composante aérienne seront dédiés à la transmission de l'ordre de riposte nucléaire à nos SNLE en plongée et deux pour la guerre électronique.

C'est aussi à cette époque que furent lancées les premières études d'un avion de transport stratégique qui deviendra plus tard l'A 400M.

POLITIQUE AFRICAINE

Au plan diplomatique, ces actions menées dans le prolongement de la politique africaine du général de Gaulle permettront à Giscard d'Estaing de nouer des liens privilégiés avec Hassan II au Maroc, Bourguiba en Tunisie et Anouar el Sadat en Égypte.

Plus encore, la volonté manifeste de contrecarrer l'impérialisme soviétique en Afrique, dont l'opération de Kolwezi est un symbole, confèreront au Président Giscard d'Estaing une autorité considérable au sein de l'alliance Atlantique et dans le monde.

CONCLUSION

En politique et c'est un tort, l'économique prime sur tout. La défense en temps de paix semble être un domaine secondaire. Mais pour avoir la paix, il faut préparer la guerre. Il faut dissuader.

Valéry Giscard d'Estaing en chef des armées a modernisé avec une attention quotidienne, – j'en ai été le témoin direct – l'ensemble de nos capacités militaires. Celui que l'on qualifiait de « grand argentier » en raison de ses talents d'économiste, ne fut pas seulement un énarque avisé mais aussi un polytechnicien dont la préoccupation première a été celle de la défense de la France dans la paix. Évidemment, on ne peut s'empêcher de transposer sa pensée dans le monde agité d'aujourd'hui. Pour ma part, je me contenterai d'espérer que nos chefs puissent s'en inspirer.

****

Programmes d'armement lancés ou poursuivis pendant le septennat de VGE

- Lancement du Mirage 2000 en 1975
- Commande de l'obusier automoteur de 155 mm AUF1
- Premières discussions sur l'hélicoptère Tigre franco-allemand en 1975, lancé en 1989
- Commande en 1977 du véhicule blindé de reconnaissance AMX10 RC doté d'un canon de 105, livré en 1979
- Commande du Transall Nouvelle Génération en 1977, livré en 1981
- Lancement en 1977 du missile nucléaire Air Sol Moyenne Portée ASMP
- Commande du FAMAS en 1978, livré à partir de 1979
- Décision lors du Conseil de défense du 23 décembre 1980 de lancer les études de deux Porte-avion à propulsion nucléaire de 35.000 tonnes pour remplacer le Foch et le Clémenceau, qui sont modernisés et capables d'emporter des armes nucléaires tactiques. Le projet d'un PA de nouvelle génération devra attendre 1986 et le lancement du seul Charles de Gaulle pour des raisons financières.
- Modernisation des VAB, AMX-30 B2, Mirage F1
- Poursuite du programme de satellites de communications militaires franco-allemand Symphonie
- Lancement du programme militaire de communications Syracuse début 1980

Source bandeau : AASSDN